

Juriste droit de la concurrence et droit européen F/H



Référence de l'offre : wzm6ff1i5d

Intitulé : Juriste droit de la concurrence et droit européen F/H

Date de publication : 26/06/2026

Filières : Juridique

Type de contrat : CDI

Catégorie de contrat : Cadre

Localisation de l'offre : Paris (75007)

Éligibilité télétravail : Oui

Régime de travail : Forfait

Prime variable sur objectif : PVO à 6%

Encadrant : Non

DESCRIPTION DE LA CAISSE DES DÉPÔTS

Avec ses filiales et ses partenaires stratégiques, la Caisse des Dépôts constitue le premier pôle financier public. Investisseur de long terme au service de l'intérêt général et du développement économique du pays, la Caisse des Dépôts se charge de plusieurs missions, dont la protection de l'épargne populaire, le financement et soutien du logement social, la gestion des mandats publics, l'accompagnement des Français dans leurs parcours de vie et la contribution au développement économique.

La Caisse des Dépôts Etablissement Public s'organise en quatre métiers : la Banque des Territoires, la Gestion d'actifs, la Gestion des participations stratégiques, et les Politiques sociales.

La Direction des affaires juridiques, conformité et déontologie (DAJCD) vise à créer un ensemble commun pour dégager de nouvelles synergies dans la saisine, le traitement et la résolution de questions à la jointure du droit, de la réglementation bancaire et financière et de la déontologie.

DESCRIPTION DU POSTE

Au sein de la Direction des affaires juridiques, de la conformité et de la déontologie (DAJCD), le département concurrence, assurances, et contrats, au sein du pôle régulation, assiste les différentes directions de l'établissement public et les filiales du groupe pour assurer dans ses domaines de compétence la sécurité juridique de leurs activités.

Sous l'autorité du responsable de département, le titulaire du poste assiste, conseille toutes les directions de l'établissement public ainsi que toutes les filiales du groupe sur les questions de droit de la concurrence et de droit européen.

Le titulaire du poste assure des services de conseil, d'étude et d'analyse (en droit de la concurrence et droit européen) pour les interventions du groupe CDC essentiellement sur les questions suivantes :

- les problématiques des aides d'état ;
- le contrôle et la notification des opérations de concentration ;
- les éventuelles problématiques de pratiques anticoncurrentielles.

Le titulaire de poste pourra aussi assister les directions opérationnelles et les filiales du groupe sur :

- les problématiques de droit commercial et de droit européen des affaires (en particulier les règles relatives à la liberté de circulation des marchandises, la libre prestation de services, le droit d'établissement, les règles relatives aux financements européens) ;
- les questions de droit institutionnel européen (hiérarchie des normes, applicabilité des directives, etc.)
- et, plus généralement la veille juridique sur l'ensemble de ces sujets.

Ces missions reflètent l'essentiel de l'activité à ce jour mais sont susceptibles d'ajustements au regard des évolutions futures de la direction. Vous pourrez, par exemple participer à des projets transversaux liés à votre activité.

PROFIL RECHERCHÉ

La CDC fonde le recrutement sur les compétences en excluant tout critère de discrimination. Tous nos postes sont ouverts aux personnes en situation de handicap.

De formation **3ème cycle en droit de la concurrence / droit européen des affaires**, vous disposez de minimum **7 ans d'expérience comme avocat ou juriste en entreprise spécialisé dans ces matières**.

Vous justifiez de très bonnes connaissances juridiques en droit de la concurrence et en droit européen et d'une bonne culture juridique généraliste vous permettant d'être autonome dans le suivi des dossiers.

Vous être capable de piloter des équipes juridiques pluridisciplinaires et d'être une référence dans ces matières pour les profils plus juniors de l'équipe.

Vous faites preuve d'esprit d'équipe et savez travailler en mode projet.

Vous êtes soucieux de présenter des solutions pragmatiques fondées sur un solide raisonnement juridique. Pédagogue, vous démontrez des qualités de clarté dans l'expression, tant écrite qu'orale, afin de savoir expliquer aux collègues juristes, aux directions métiers ou à la gouvernance les enjeux des questions qu'il ou elle aura à analyser.